

Convention nationale  
Nouveau modèle économique, social et écologique  
Mardi 27 avril 2010

**Vouloir l'Europe**

Le principal défi lancé à l'Europe est celui de son existence même. Non seulement parce que la crise grecque, et les intérêts contradictoires qu'elle révèle, mettent la zone euro en péril. Mais plus globalement parce que l'Union européenne tarde à prendre la mesure de la globalisation. Celle-ci est une formidable machine à redistribuer le pouvoir politique, militaire et économique à l'échelle du monde. Dans cette partie, l'Europe malgré son histoire, ses atouts, son potentiel, joue perdant. Elle accuse un retard de croissance et de productivité qui peut se révéler demain économiquement mortel. Elle peine à se donner des objectifs communs ce qui l'empêche d'occuper politiquement la place qui lui revient dans le suivi des grandes affaires du monde.

Dans un tel contexte, les socialistes doivent dire quelle Europe ils veulent.

Agir de manière pragmatique pour y parvenir. Et cesser, pour être entendu, de dresser des inventaires de propositions sans rapport avec la réalité des rapports de force communautaires.

Nous voulons une Europe influente et qui élargisse cette influence. Aussi convient-il d'affirmer la présence de l'Union partout où ses intérêts stratégiques sont en jeu : c'est à cet aune que doit être considérée la nécessaire poursuite des négociations avec la Turquie.

Nous voulons une Europe puissante. Force est de constater que ce projet n'est pas partagé par tous. Aussi, devons nous prendre l'initiative de coopérations renforcées, à géométrie variable, avec les partenaires qui voudront nous suivre pour affirmer une politique européenne qui en matière énergétique, qui, en matière économique ou industrielle, qui, en matière de défense.

Nous croyons enfin, dans l'axe franco-allemand et nous inquiétons de son affaiblissement. La France et l'Allemagne ont joué un rôle décisif dans la construction de l'idée et du projet européens. L'Europe ne pourra reprendre sa marche en avant que si la France et l'Allemagne le veulent encore et le décident ensemble ! Nous sommes prêts à cet égard à accomplir des gestes concrets comme la mise en commun de nos représentations et de nos votes dans les grandes organisations économiques et financières internationales.

L'Europe est aujourd'hui confrontée à l'affirmation d'États-continent. C'est à l'échelle quasi continentale qu'elle forme à 27 qu'elle doit envisager son avenir. Cette prise de conscience ne se fera qu'étape par étape, État par État. Nous sommes déterminés à y consacrer notre force de conviction, ambitieux dans les objectifs à atteindre, humbles et pragmatiques dans la manière d'y parvenir.